

Rapport SFCR d'AXÉRIA Prévoyance au titre de l'exercice 2018

Table des matières

1. Préambule	6
2. Synthèse.....	6
2.1 Activité.....	6
2.2 Gouvernance	6
2.3 Profil de risque	7
2.4 Valorisation à des fins de solvabilité	8
2.5 Gestion du capital.....	8
3. Activités et Résultats.....	9
3.1 Informations générales	9
3.2 Description quantitatif et qualitatif du résultat de souscription	10
3.2.1 Résultat 2018 par ligne d'activité.....	10
3.2.2 Résultat 2018 par zone géographique	11
3.2.3 Comparaison 2017/2018	11
3.3 Description quantitatif et qualitatif du résultat financier.....	12
3.3.1 Produits et dépenses.....	12
3.3.2 Profits et pertes	13
3.3.3 Titrisation	13
3.4 Autres dépenses importantes.....	13
3.5 Autres informations pertinentes	13
4. Système de gouvernance	14
4.1.1 Description de l'organe d'administration.....	14
4.1.1.1 Le Conseil d'Administration.....	14
4.1.1.2 La Direction Générale.....	15
4.1.1.3 Les Fonctions Clés	16
4.1.1.4 La Comitologie	16
4.1.2 Faits marquants de l'exercice dans le système de gouvernance	17
4.1.3 Politique de Rémunération.....	18
4.1.4 Informations sur les transactions importantes	19
4.2 Compétence et Honorabilité.....	20
4.2.1 Compétence et honorabilité	20

4.2.2	Evaluation	20
4.2.3	Exigences de compétence et d'honorabilité de certain membre du personnel de la compagnie 23	
4.3	Système de gestion des risques.....	24
4.3.1	Système de gestion des risques.....	24
4.3.2	Intégration du système de gestion des risques et de la Fonction Gestion des Risques aux décisions de l'entreprise.	24
4.4	ORSA.....	25
4.4.1	Description du processus ORSA	25
4.4.2	Périodicité ORSA.....	25
4.4.3	Besoins de solvabilité	25
4.5	Contrôle Interne	25
4.5.1	Description du système de Contrôle Interne	25
4.5.2	Description des activités de la fonction de vérification de la conformité	27
4.6	Description des activités de la fonction audit interne	29
4.6.1	Description de la mise en œuvre.....	29
4.6.2	Indépendance de la fonction audit interne.....	29
4.7	Description des activités Fonction Actuarielle	29
4.8	Description de la politique des prestations Externalisées	30
4.9	Adéquation système de gouvernance & système de gestion des risques	31
4.10	Autres informations importantes.....	31
5.	Profil de risque.....	32
5.1	Risque de souscription	32
5.2	Risque de marché	32
5.3	Risque de crédit	32
5.4	Risque de liquidité	33
5.5	Risque opérationnel.....	33
5.6	Autres risques importants.....	33
6.	Valorisation	34
6.1	Valorisation des actifs	34
6.1.1	Description de la méthodologie S2 pour les grandes classes d'actifs	34
6.2	Valorisation des provisions techniques	34
6.2.1	Montant des provisions	35
6.2.1.1	Provisions Best Estimate « stock »	35
6.2.1.2	Provisions Best Estimate « primes futures »	37

6.2.1.3	Risk Margin	38
6.2.2	Niveau d'incertitude	38
6.2.3	Passage S1/S2	39
6.2.4	Ajustement égalisateur	39
6.2.5	Correction pour volatilité	39
6.2.6	Courbe des taux d'intérêt transitoire	39
6.2.7	Déduction transitoire	39
6.2.8	Autres informations	39
6.2.8.1	Réassurance et titrisation	39
6.2.8.2	Changement d'hypothèses dans le calcul des provisions techniques	39
6.3	Valorisation des autres passifs.....	40
6.4	Méthodes alternatives de valorisation.....	40
6.5	Autres informations importantes.....	40
7.	Gestion du capital	41
7.1	Fonds Propres	41
7.1.1	Informations générales : Politique	41
7.1.2	Qualité des fonds propres	41
7.1.3	Montant des fonds propres pour couvrir le SCR	41
7.1.4	Montant des fonds propres pour couvrir le MCR	41
7.1.5	Analyse écart S1/S2	42
7.1.6	Mesure transitoire	42
7.1.7	Fonds Propres auxiliaires.....	42
7.1.8	Éléments déduits des Fonds Propres.....	42
7.2	SCR et MCR	42
7.2.1	Evaluations	42
7.2.2	Solvency Capital Requirement par module	42
7.2.3	Calculs simplifiés	43
7.2.4	USP (Undertaking Specific Parameters)	43
7.2.5	Capital add-on	43
7.2.6	Minimum Capital Requirement	43
7.2.7	Changements importants MCR ou SCR	44
7.2.8	Sous-module « risques sur actions » fondé sur la durée	44
7.3	Sous-module « risques sur actions » fondé sur la durée	44
7.4	Modèle interne.....	44

7.5	Manquement au niveau de capital requis	44
7.6	Autres informations importantes	44
Annexes QRT		45
S.02.01.02	Bilan	45
S.05.01.02	Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité	47
S.05.02.01	Primes, sinistres et dépenses par pays	50
S.19.01.21	Sinistres en non-vie	56
S.23.01.01	Fonds propres	57

1. Préambule

Conformément à l'entrée en vigueur du régime prudentiel Solvabilité 2, Axéria Prévoyance établit un rapport sur la solvabilité et la situation financière (ou RSSF), à destination du public.

Pour cela, il s'appuie :

- Sur les articles 51 à 56 de la Directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur les mesures d'exécution publiées sous forme de règlement le 17 janvier 2015.
- Le rapport présente les informations visées aux articles 292 à 298 pour les entités solos. Axéria Prévoyance respecte ainsi la structure prévue à l'annexe 20 du règlement.

Le présent rapport concerne la période de référence du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018 et est mis à disposition sur le site internet de la compagnie.

Ce rapport, relatif à l'exercice 2018, a été soumis à l'approbation du Conseil d'Administration de la Compagnie lors de la séance du 10 avril 2019.

2. Synthèse

2.1 Activité

Axéria Prévoyance est une Compagnie d'assurance mixte, spécialisée en assurances de personnes exerçant majoritairement sur les marchés de l'assurance emprunteur, la prévoyance (individuelle et collective), et la santé (complémentaire ou au 1^{er} €).

Le chiffre d'affaires d'Axéria Prévoyance s'élève à 375,8M€ au 31 décembre 2018, en hausse de 32,8M€ par rapport à 2017, et dispose d'un ratio de solvabilité (Fonds Propres / Solvency Capital Requirement) de 227 % au 31 décembre 2018.

Le résultat technique s'améliore de 4,3M€ par rapport à 2017 et la politique des investissements basée sur une approche prudente a conduit à une hausse de 1,0M€ du résultat financier dans un contexte de taux toujours bas. Cette hausse s'explique principalement par la réalisation de plus values sur action.

2.2 Gouvernance

La Compagnie est administrée par un Conseil qui s'est réuni 4 fois au cours de l'année 2018. Les administrateurs ainsi que les dirigeants effectifs et les fonctions clés sont soumis à des critères de compétence et d'honorabilité.

Les évolutions notables au cours de l'année 2018 sont :

- La nomination de la nouvelle fonction clé gestion des risques en mars 2018.
- Les modifications statutaires relatives à la limite d'âge des administrateurs et du Président du Conseil d'Administration en mars 2018.

- La nomination de deux nouveaux administrateurs indépendants en date du 24 juillet 2018.
- La nomination de Monsieur Jean-François ROPELEWSKI aux fonctions de Président du Conseil d'Administration en date du 18 septembre 2018.
- Le départ de la fonction clé actuarielle au 3^{ème} trimestre 2018.

2.3 Profil de risque

Risque de souscription

Le profil de risque de souscription a peu évolué entre 2017 et 2018, en l'absence d'évolution du business model de la Compagnie, le risque étant concentré sur les produits emprunteurs (risque long).

La fonction gestion des risques a réalisé en 2018 des travaux d'évolution de son programme principal de réassurance permettant à effet du 1^{er} janvier 2019 de limiter ses risques de fréquences et de pointes.

L'exposition au risque de souscription s'élève à 50,5M€ au 31 décembre 2018.

Risque de marché

Compte tenu de son activité assurantielle et de la gestion de ses fonds propres, la Compagnie est exposée aux risques de marchés financiers. La Compagnie a mis en place un cadre pour maîtriser ces risques : respect du principe des 4 yeux, comité financier, appétence aux risques financière prudente. Aucune évolution significative n'a eu lieu en 2018.

L'exposition aux risques de marché conformément à la formule standard passe de 30,6M€ en 2017 à 24,3M€ en 2018, évolution liée principalement à une baisse de la part action.

Risque de crédit et de liquidité

Le risque de crédit évalue la perte liée au défaut des créanciers.

L'exposition de la compagnie au risque de défaut passe de 8,9M€ au 31 décembre 2017 à 5,7M€ au 31 décembre 2018.

Le risque de liquidité évalue l'impossibilité pour la Compagnie de respecter les engagements en raison d'une insuffisance de cash disponible. Les placements étant principalement en représentation des fonds propres sans risque de liquidité, ce risque est limité pour la Compagnie.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel évalue :

- Les risques liés aux dysfonctionnements internes à la Compagnie en termes de contrôle interne, collaborateur clé - risque à ne pas négliger dans une compagnie de taille modeste, à la fraude,
- Les risques liés aux dysfonctionnements suite à l'externalisation d'activités (délégation de gestion principalement pour la Compagnie).

L'exposition au risque opérationnel est valorisée sur la base de la formule standard et s'élève à 12,7M€ à fin 2018.

2.4 Valorisation à des fins de solvabilité

Le bilan Solvabilité II de l'entreprise est établi au 31 décembre conformément à la Directive Solvabilité II.

Les actifs et passifs sont évalués :

- Sur l'hypothèse d'une continuité d'exploitation de la société,
- En incluant les contrats en stock, c'est-à-dire sans prendre en compte les affaires dont l'effet ne serait pas connu au 31/12/2018,
- Au montant pour lesquels ils pourraient être transférés à un autre d'organisme d'assurance :
 - o Les placements financiers sont donc comptabilisés à leur juste valeur.
 - o Les provisions techniques sont évaluées au montant que la société aurait à payer pour transférer ses passifs d'assurance à un autre d'organisme d'assurance (ou de réassurance dans certains cas).

Le processus d'évaluation des provisions a été renforcé par l'utilisation d'un outil de projection des flux référencé sur le marché de l'assurance de personnes.

2.5 Gestion du capital

La gestion du capital est définie dans la politique du bilan prudentiel validée par la direction générale et soumise chaque année à l'approbation du conseil d'administration. Au cours de l'année la politique de dividende a été revue.

Les fonds propres diminuent pour passer de 175,6M€ au 31 décembre 2017 à 133,6M€ au 31 décembre 2018 en raison principalement de la politique de dividende mise en place.

Le capital de solvabilité requis (SCR) est évalué à 58,7M€ au 31 décembre 2018. Il est du même ordre de grandeur que celui à fin 2017 (58,4 M€). Cette stabilité est liée à l'évolution du programme de réassurance et à la baisse de l'exposition en action dans les actifs de la compagnie, compensées par le développement de l'activité des affaires en assurance de prêts.

Il en va de même pour le **minimum de capital requis (MCR)** qui est évalué à 14,9M€ au 31 décembre 2018 (contre 14,7M€ fin 2017).

3. Activités et Résultats

3.1 Informations générales

Axéria Prévoyance est une Compagnie d'assurance mixte, spécialisée en assurances de personnes, filiale à 100% du Groupe April depuis 2004. Société anonyme régie par le Code des assurances, la société est immatriculée au Registre du Commerce de Lyon.

Le capital social est de 31 000 000 € et le siège social est basé 90 avenue Félix Faure à Lyon (69439 Lyon Cedex 03).

La société est immatriculée auprès de l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) sous le numéro 10340502 et a pour Legal Entity Identifier 969500NTN2C482RC6G26.

Ses activités sont soumises à l'ACPR - 4 Place de Budapest 75 436 Paris Cedex 9.

Le contrôleur en charge est Monsieur Quentin DENANTES, Quentin.DENANTES@acpr.banque-france.fr au sein de la brigade 4 d'Olivier DESMETTRE, olivier.DESMETTRE@acpr.banque-france.fr.

Le contrôle de la sincérité et la régularité des comptes annuels garantissant leur certification est réalisée par le Cabinet KPMG, Paris La Défense et en particulier Francine Morelli, fmorelli@kpmg.com.

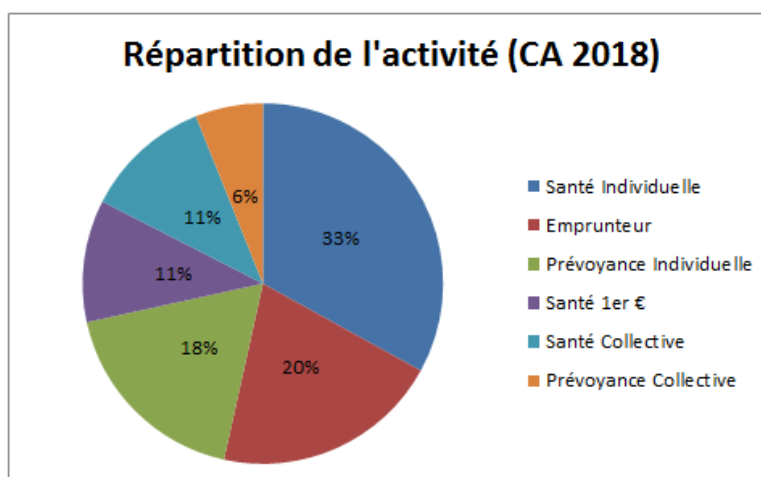
Concernant l'activité 2018, Axéria Prévoyance souscrit des risques en santé et en prévoyance individuelle et collective.

Axéria Prévoyance dispose ainsi d'agréments pour les branches suivantes :

- 1- Accidents
- 2- Maladie
- 20- Vie/Décès

Les principaux marchés sur lesquels elle exerce sont :

- La complémentaire santé (individuelle ou collective),
- L'assurance emprunteur (garanties décès et arrêt de travail),
- La prévoyance individuelle (garanties décès, décès accidentel et arrêt de travail),
- La santé 1^{er} €,
- La prévoyance collective (garanties décès, décès accidentel et arrêt de travail).



En 2018, Axéria Prévoyance a exercé :

- En liberté d'établissement une activité d'assurance en Italie (2005), en Allemagne (2006), en Espagne (2006) et au Portugal (2008), en accompagnement du développement du groupe. La fermeture de ces succursales au 31/12/2018 a été approuvée par le conseil d'Administration du mois de décembre 2018.
- En LPS (Libre Prestation de Service) sur l'ensemble du territoire européen depuis fin 2009.

L'activité reste néanmoins essentiellement axée sur le territoire français avec environ 97 % du chiffre d'affaires 2018 provenant des portefeuilles français.

La Compagnie est dirigée par :

- Un Conseil d'Administration présidé par Monsieur Jean-François ROPELEWSKI et composé de membres du Groupe April et d'administrateurs indépendants.
- Deux dirigeants effectifs, Monsieur Olivier BOUGAREL Directeur Général et Madame Christine PASCAL Directeur Général Adjoint.

3.2 Description quantitatif et qualitatif du résultat de souscription

3.2.1 Résultat 2018 par ligne d'activité

La Compagnie a segmenté son résultat technique entre ses 4 lignes d'activités :

- Deux en Vie (Vie et Health SLT),
- Deux en non-Vie (Income Protection et Medical Expenses).

La ligne d'activité « Frais de soins » est la plus importante en terme de chiffres d'affaires (209M€) et apporte un peu plus de 20% du résultat net (3,7M€). La ligne Vie génère quant à elle la plus grande partie du résultat net (13,6M€). La ligne d'activité Santé Similaire à de la Vie présente un résultat de 5,7M€ alors que la ligne Protection de Revenus fait état d'un résultat négatif net de -4,9M€.

Compte de résultat En K€	Vie			Santé Similaire à de la Vie		
	Brut	Réass	Net	Brut	Réass	Net
Primes	97 736	- 50 506	47 230	40 059	- 21 778	18 281
Commissions	- 44 675	16 662	- 28 014	- 17 551	6 219	- 11 333
Charge sinistres	- 22 855	17 211	- 5 644	- 14 001	12 761	- 1 240
Résultat technique	30 206	- 16 633	13 572	8 507	- 2 798	5 708
Compte de résultat En K€	Protection de revenus			Frais de Soins		
	Brut	Réass	Net	Brut	Réass	Net
Primes	28 601	- 17 723	10 878	209 417	- 120 391	89 025
Commissions	- 12 149	4 434	- 7 715	- 63 851	33 552	- 30 299
Charge sinistres	- 30 501	22 432	- 8 069	- 143 176	88 187	- 54 989
Résultat technique	- 14 049	9 143	- 4 906	2 389	1 348	3 737

3.2.2 Résultat 2018 par zone géographique

Le résultat technique de la Compagnie provient essentiellement de ses résultats en France. La Compagnie a une implantation non négligeable au Portugal, en Allemagne, en Italie .

En 2018, un nouvel agrément spécifique a été signé pour la Nouvelle Calédonie.

Les autres pays représentent un chiffre d'affaires inférieur à 101K€.

En k€	France			Hors France		
	Brut	Réass	Net	Brut	Réass	Net
Primes acquises	365 327	-207 193	158 134	10 486	-3 206	7 279
Commissions	-133 621	0,00	-133 621	-3 749	0,00	-3 749
Charge de sinistres	-207 388	139 671	-67 717	-4 003	921	-3 082
Commission réassurance	0%	60 234	60 234	0%	633	633
Résultat technique	24 318	-7 288	17 030	2 734	-1 652	1 082

3.2.3 Comparaison 2017/2018

En comparant par rapport à 2017, nous remarquons que la composante Frais de Soins est en pleine expansion avec une hausse de 24M€ du chiffre d'affaires, ce qui représente plus de 70% de la hausse globale, toutes lignes d'activités confondues.

Le chiffre d'affaires de la partie Vie croît d'environ 3%, s'expliquant par deux composantes principales: le run-off sur le portefeuille emprunteur historique plus que compensé par la sortie de nouveaux produits emprunteur fin 2017.

Concernant les lignes d'activités Santé Similaire à de la Vie et Perte de Revenus, elles sont respectivement en hausse de 10% et de 7%.

En K€		2018	2017	Delta
Vie	Chiffre d'Affaires	97 736	94 621	3 115
	Résultat Net	13 572	10 927	2 645
Santé Similaire Vie	Chiffre d'Affaires	40 059	36 270	3 789
	Résultat Net	5 708	- 1 319	7 027
Perte de Revenus	Chiffre d'Affaires	28 601	26 611	1 990
	Résultat Net	- 4 906	- 33	- 4 873
Frais de Soins	Chiffre d'Affaires	209 417	185 669	23 748
	Résultat Net	3 737	4 267	- 530
TOTAL	Chiffre d'Affaires	375 813	343 171	32 641
	Résultat Net	18 112	13 842	4 269

3.3 Description quantitative et qualitative du résultat financier

3.3.1 Produits et dépenses

Le résultat financier d'Axéria Prévoyance s'élève à 7,4M€ au 31 décembre 2018.

En K€	Réel 2018
Poche actions	1 468
Poche obligations	3 035
Poche diversification	541
Poche immobilière	1 208
Poche trésorerie	965
Divers	186
Résultat financier	7 403

Le résultat est décomposé en 3,0M€ sur la poche obligations (poche correspondant à environ 36% des actifs gérés par la Compagnie), 1,5M€ sur la poche actions (réalisation de plus values) 1,2M€ sur la poche immobilière (dividendes sur immobilier notamment) et 1,0M€ sur la poche trésorerie (intérêts reçus sur des dépôts à terme).

Le tableau ci-dessous illustre les variations du résultat financier entre 2017 et 2018 :

En K€	Réel 2018	Réel 2017	Variation
Poche actions	1 468	0	1 468
Poche obligations	3 035	3 770	-735
Poche diversification	541	754	-213
Poche immobilière	1 208	1 120	88
Poche trésorerie	965	1 168	-202
Divers	186	-394	579
Résultat financier	7 403	6 418	985

Le résultat financier d’Axéria Prévoyance, en hausse de 1,0M€ par rapport au 31 décembre 2017, s’explique principalement par la réalisation de plus values sur la poche action. La poche obligations a vu ses résultats diminuer avec la baisse des encours mais également la baisse du rendement moyen du portefeuille en lien avec la baisse des taux d’intérêts.

Les frais liés à la gestion financière de la Compagnie (part des frais du GIE Asset Management) sont de 409K€ soit 0,139% des actifs gérés, montant en augmentation par rapport à 2017 (336K€) mais constant en effet normatif.

3.3.2 Profits et pertes

Au 31 décembre 2018, la Compagnie ne comptabilise pas de provisions pour dépréciation durable (PDD) dans son bilan (comme en 2017).

3.3.3 Titrisation

Axéria Prévoyance n’a pas recours à de la titrisation.

3.4 Autres dépenses importantes

Le résultat net d’impôts de la Compagnie est de 12,0M€.

En plus des résultats techniques et financiers, la Compagnie a des frais généraux à hauteur de 7,0M€.

Le résultat de la Compagnie est en hausse de 3,6M€ par rapport à l’an dernier. Cet écart s’explique principalement par le résultat technique

3.5 Autres informations pertinentes

Axéria Prévoyance n’a pas d’autre information pertinente à communiquer sur le résultat de la Compagnie.

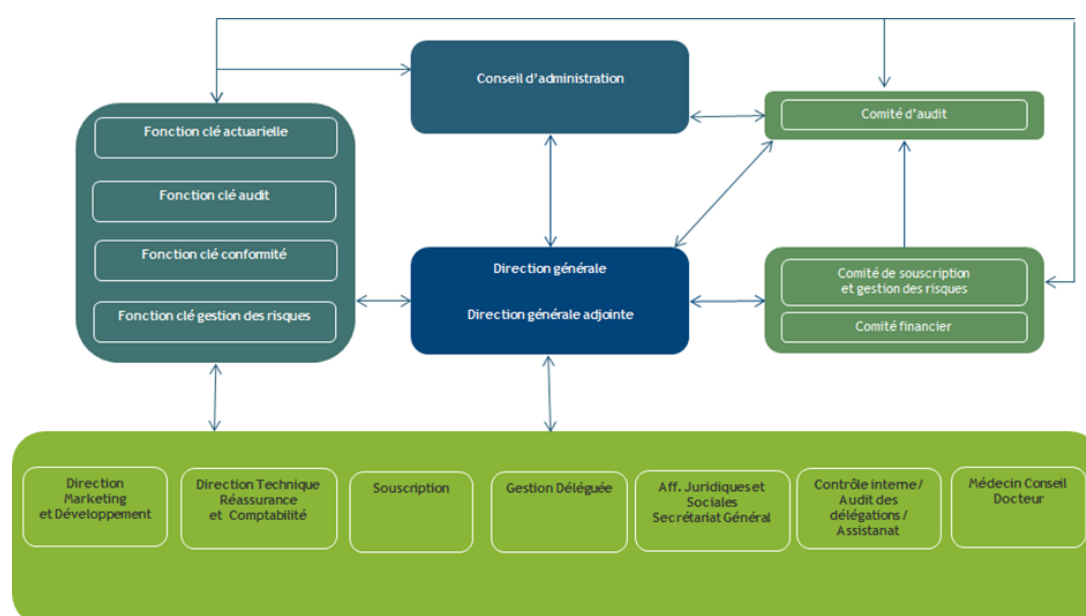
4. Système de gouvernance

Le système de gouvernance de la Compagnie instaure une répartition appropriée des responsabilités administratives et de contrôle, définit et délimite les obligations, responsabilités et compétences des responsables et protège les droits des actionnaires, ainsi que les intérêts des assurés.

Axéria Prévoyance a mis en place un système de gouvernance qui prévoit une gestion saine et prudente de l'entreprise, répondant aux exigences de l'article L.354-1 du Code des assurances.

Le système de gouvernance de la Compagnie est par ailleurs en adéquation avec sa stratégie, sa taille et la structure de son actionnariat.

L'organisation de la gouvernance est illustrée ci-dessous :



4.1.1 Description de l'organe d'administration

4.1.1.1 Le Conseil d'Administration

La Compagnie est administrée par un Conseil d'Administration qui est composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus, nommés pour une durée de six ans au plus, rééligibles.

Au 31 décembre 2018, le Conseil d'Administration de la Compagnie est composé d'un Président qui est également administrateur et de six administrateurs.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Compagnie l'exige. Les membres du Conseil d'Administration sont convoqués par tous moyens et même verbalement. Tous les documents et informations nécessaires à la mission des administrateurs leur sont communiqués dans la forme et dans un délai leur permettant de délibérer dans des conditions satisfaisantes.

Les réunions du Conseil d'Administration se déroulent au siège social de la Compagnie ou à celui de la maison mère.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Compagnie et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Compagnie et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Compagnie et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

4.1.1.2 La Direction Générale

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'Administration.

Les statuts de la Compagnie prévoient :

- Le mode de nomination (de une à cinq personnes),
- Ses pouvoirs,
- Ses rapports avec les tiers,
- Sa rémunération,
- Sa révocation.

Conformément à l'article L.322-3-2 du Code des assurances, Axéria Prévoyance répond au principe des « 4 yeux » par une direction assurée par au moins deux personnes, les « dirigeants effectifs » : le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint.

Ces dirigeants effectifs doivent satisfaire aux conditions prévues par l'article L.322-2 du Code des assurances quant à leur honorabilité et leur compétence.

Le rôle des dirigeants effectifs (DG et DGA) est défini ci-dessous :

- Mettre en œuvre les stratégies, politiques et décisions du Conseil d'Administration,
- Mettre en place une culture du risque et structurer le contrôle,
- Évaluer et surveiller les risques, dispositif de gestion des risques et de Contrôle Interne,
- Mettre en place une gouvernance interne fiable (fonctions de contrôle, créer des mécanismes de rémunération et incitation appropriés, promouvoir une gestion efficace des RH),
- Rendre compte régulièrement au Conseil d'Administration et aux différents comités de la Société, transmettre les informations exactes, informer des questions importantes et répondre aux besoins d'informations.

Les pouvoirs donnés par le Conseil d'Administration au Président et au Directeur Général sont les suivants :

- Les pouvoirs du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général sont ceux que leur confère la loi.

- Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées Générales et des pouvoirs spécifiques du Conseil d'Administration. Ces pouvoirs, accompagnés de la faculté de subdélégation, doivent s'exercer dans le cadre des dispositions prévues par les statuts, des orientations et directives générales décidées par le Conseil d'Administration et dans le respect des principes du management spécifiques à la Société et au Groupe APRIL.
- Le Président du Conseil d'Administration comme le Directeur Général représentent la Société dans ses rapports avec les tiers.

4.1.1.3 Les Fonctions Clés

La Compagnie a nommé quatre fonctions clés, conformément aux articles L.322-3-2 et L.354-1 du Code des assurances.

Le positionnement des fonctions clés dans l'organisation leur garantit une absence de conflits d'intérêts.

Elles sont rattachées hiérarchiquement à la Direction Générale.

Par ailleurs, la Société a veillé à ce que les personnes en charge des fonctions clés remplissent les conditions de compétence et d'honorabilité exigées par le périmètre et la nature de leur fonction.

Les rôles et missions principales des Fonctions Clés sont les suivantes :

- **La fonction conformité** : les missions principales de la fonction conformité sont d'identifier et d'évaluer les risques de non-conformité ainsi que l'impact sur la Compagnie de tous changements juridiques.
- **La fonction actuarielle** : son rôle est de superviser le calcul des provisions techniques, en s'assurant de la qualité des données et en déterminant la méthodologie adéquate pour leurs évaluations. Elle a également pour mission d'émettre son avis sur la politique de souscription et de réassurance.
- **La fonction Gestion des Risques** : son rôle est d'identifier les risques (techniques et non techniques) supportés par la Compagnie et de mettre en place une politique de gestion des risques afin de les maîtriser.
- **La fonction audit interne** : son rôle est un rôle de prévention et de détection à l'égard du Conseil d'Administration et de la Direction afin de protéger les actifs, la réputation et la viabilité de la Compagnie en vérifiant que tous les risques significatifs sont bien identifiés, évalués de façon adéquate et correctement remontés au Conseil d'Administration.

4.1.1.4 La Comitologie

La Compagnie s'appuie dans le cadre de sa gouvernance sur la comitologie suivante :

- **Comité financier** : le Comité financier exerce des activités de contrôle, d'actualisation et de validation de la politique d'investissement.
Il décide des orientations stratégiques et des allocations d'actifs.
- **Comité de souscription et de gestion des risques** : les missions du Comité consistent à examiner, évaluer et contrôler la performance de l'activité de souscription et de gestion des risques de la Compagnie.
- **Comité d'audit** : le Comité d'audit joue un rôle actif dans la gouvernance de la Compagnie. Il accorde une attention particulière à la revue du processus d'élaboration de l'information financière, s'assure de la clarté des informations financières publiées, de la pertinence des méthodes comptables, de l'adéquation des provisions techniques ainsi que du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques des compagnies.

La Compagnie dispose par ailleurs de comités internes dans le cadre de son activité quotidienne :

- Un Comité Opérationnel qui a pour objectif de définir et acter des décisions opérationnelles de la Compagnie,
- Un Comité Business, qui a pour objectif d'étudier la faisabilité des projets de développement de la compagnie en amont de leur lancement avec une vision globale business, conformité et risques.
- Un Comité Modélisation sous la responsabilité de la fonction actuarielle en charge des outils de projections utilisés à des fins d'études de rentabilité à priori et à posteriori et pour les calculs de Best Estimate.
- Un Comité de Pilotage des Délégués qui a pour rôle de renforcer le dispositif de maîtrise des délégués par une vision transverse des activités déléguées et de leur niveau de maîtrise.
- Un Comité de surveillance des portefeuilles qui a pour but de partager les résultats des partenaires de la Compagnie et les évolutions produits.
- Un Comité déshérence qui a pour but de vérifier que toutes les actions possibles pour lutter contre la déshérence ont été mises en œuvre, de préconiser le cas échéant les mesures à mettre en place
- Un Comité produits sera mis en place à partir de 2019 afin de répondre aux exigences de gouvernance et surveillance produit.

4.1.2 Faits marquants de l'exercice dans le système de gouvernance

Au cours de l'année 2018, le système de gouvernance de la Compagnie a été modifié comme suit :

- Nomination de Monsieur Jonathan LEGROS en mars 2018 en tant que fonction clé gestion des risques, en remplacement de Monsieur Jérôme VUARIER.
- Modifications statutaires relatives à la limite d'âge des administrateurs et du Président du Conseil d'Administration en mars 2018.
- Nomination de deux nouveaux administrateurs indépendants, Monsieur Jean-François BOULIER et Monsieur Jean-François ROPELEWSKI en date du 24 juillet 2018.
- Nomination de Monsieur Jean-François ROPELEWSKI en remplacement de Monsieur Jean-Yves GUYON aux fonctions de Président du Conseil d'Administration en date du 18 septembre 2018.

- Départ de Monsieur Wilson CHANE-KEE, fonction clé actuarielle au 3^{ème} trimestre 2018 ; la fonction gestion des risques ayant assuré les missions de la fonction actuarielle pendant la période transitoire. La nouvelle fonction clé Actuarielle a été nommée lors du conseil d'administration de mars 2019.

4.1.3 Politique de Rémunération

La politique de rémunération de la Compagnie définit les modalités de rémunération du Président du Conseil d'Administration et de ses membres indépendants, du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint, des membres du Comité d'audit, des fonctions clés et de l'ensemble du personnel.

La politique de rémunération est un élément clé de la stratégie de la Compagnie, stratégie qui vise notamment à intégrer et conserver les ressources humaines possédant les compétences, les connaissances et l'expérience nécessaires à l'exercice de son activité. La politique de rémunération définit les différents éléments de rémunération, afin de garantir une adéquation entre la stratégie de la Compagnie et sa politique de Gestion des Risques.

Lorsque la rémunération est liée à la performance, la Compagnie s'assure que les objectifs fixés ne génèrent pas de conflits d'intérêt, notamment au niveau de sa politique de Gestion des Risques et de sa politique de Conformité.

Elle est validée par le Conseil d'Administration tous les ans.

Le Conseil d'Administration définit les modalités de fixation des rémunérations du Président du Conseil d'Administration et de ses membres indépendants, des membres du Comité d'Audit, du Directeur Général, du Directeur Général adjoint et des Fonctions Clés :

- Le Président du Conseil d'Administration et les administrateurs indépendants sont rémunérés par des jetons de présence.
- En Application de l'article 4.2 du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration, « *Les membres du Comité d'audit sont rémunérés pour l'exercice de leur mission en jetons de présence dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration.* »
- La rémunération du Directeur Général est fixée par le Conseil d'Administration. La rémunération est définie selon des principes fixés par le Comité de Direction Générale afin de s'assurer de la cohérence des rémunérations proposées (fixe et variable), en tenant compte de l'activité, de la taille de la Compagnie et de la situation de marché. La rémunération variable doit récompenser la performance en lien avec la stratégie de la Compagnie. Cette rémunération est basée sur des critères qualitatifs et quantitatifs.
- Ces objectifs sont fixés annuellement par le Conseil d'Administration.
- En ce qui concerne les fonctions clés et le Directeur Général Adjoint, leur rémunération se compose d'une partie fixe et d'une partie variable. La composante variable de la rémunération ne doit pas créer d'incitations qui encourageraient des comportements à risque, pouvant influencer sur le profil de risque de la Compagnie, mais doit récompenser la performance qui est cohérente

avec la stratégie de la Compagnie. Afin de ne pas provoquer des situations de conflits d'intérêt, la détermination de la rémunération variable des fonctions clés et du Directeur Général Adjoint est fondée sur des objectifs qualitatifs (et non quantitatifs). De plus, la fixation et la réalisation de la rémunération variable pour les fonctions clés est validée au mois de décembre chaque année par le Conseil d'Administration.

Afin de répondre aux exigences de bonnes pratiques, la politique de rémunération de la Compagnie est revue annuellement par le Conseil d'Administration.

Cette revue évalue les niveaux de rémunération, ainsi que les risques actuels et futurs liés à la politique de rémunération, la solvabilité et les objectifs à long terme de la Compagnie.

Cette revue doit également prendre en considération:

- La stratégie globale de la Compagnie,
- Les limites fixées par la politique de Gestion des Risques,
- Les mécanismes de contrôle des risques et de gouvernance, afin de gérer les conflits d'intérêts qui pourraient survenir.

En outre, le Conseil d'Administration veille à ce que la politique de rémunération reste en adéquation avec tout changement de profil de risque de la Compagnie.

Par ailleurs, la politique de rémunération fixe les règles générales appliquées au sein de la Compagnie afin de récompenser l'engagement, l'implication et fidéliser sur le long terme l'ensemble du personnel, tout en garantissant une gestion saine et prudente des risques.

La rémunération du personnel de la Compagnie est composée :

- D'une part fixe constituée par le salaire de base et les primes prévues par les dispositions conventionnelles et,
- D'une part variable liée à la réalisation d'objectifs. Le pourcentage de cette part variable est déterminé en fonction du poste occupé et du salaire de base, tout en veillant à ce que la rémunération variable n'ait pas d'impact sur le profil de risque de la Compagnie.

La Compagnie a par ailleurs mis en place un accord d'intéressement au profit de l'ensemble du personnel, ainsi que divers avantages collectifs.

La Compagnie dispose en outre d'un régime de retraite de base obligatoire et d'une couverture retraite complémentaire pour l'ensemble du personnel et la direction générale.

4.1.4 Informations sur les transactions importantes

Pour rappel Axéria Prévoyance est une filiale à 100% du groupe APRIL depuis 2004.

En décembre 2018, la société Evolem, détentrice de 65,13% de la société APRIL, est entrée en négociations exclusives avec CVC Capital Partners (« CVC ») relativement au transfert par Evolem de sa

participation majoritaire au capital de la Société à une société de reprise contrôlée par des fonds gérés par CVC dans laquelle Evolem détiendrait une part minoritaire aux côtés des fonds contrôlés par CVC et du management d'APRIL.

En janvier 2019, APRIL, Evolem et CVC Capital Partners annoncent la conclusion d'un accord en vue du transfert de la participation d'Evolem au bénéfice d'Andromeda Investissements, une société de reprise contrôlée par des fonds gérés par CVC Capital Partners et dans laquelle Evolem et le management d'APRIL détiendront une part minoritaire.

4.2 Compétence et Honorabilité

4.2.1 Compétence et honorabilité

Au travers de sa politique de « Compétence et Honorabilité », la Compagnie détermine les exigences requises en matière d'honorabilité et de niveau d'expertise des membres du Conseil d'Administration, ainsi que des fonctions exerçant un contrôle au sein de la Compagnie, à savoir le Directeur Général, le Directeur Général Délégué/Adjoint et les fonctions clés.

4.2.2 Evaluation

Evaluation de l'honorabilité

L'évaluation de l'honorabilité implique la prise en compte de la réputation et de l'intégrité d'une personne. L'honnêteté est une des qualités à considérer, de même, les conflits d'intérêts peuvent influencer le comportement d'une personne et doivent être évités.

Le processus d'évaluation de l'honorabilité est réalisé par la Compagnie. L'évaluation de l'honorabilité contrôle les éléments suivants :

- Toute condamnation pénale, interdiction de gérer, sanction administrative ou disciplinaire d'une autorité de contrôle ou professionnelle, ou mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle en France ou à l'étranger, ou toute procédure en cours dans un des cas ci-dessous énoncés ;
- Tout licenciement pour faute professionnelle ou révocation pour faute d'un mandat, ou toute procédure en cours en France ou à l'étranger ;
- Toutes enquêtes en cours, mesures coercitives, ou sanctions, pour non-conformité avec la législation des services financiers ou par un organisme de réglementation ou professionnel ;
- Si l'une des entreprises dans lesquelles la personne a exercé des fonctions de direction/ contrôle au cours des dix dernières années :
 - S'est vu refuser ou retirer une autorisation ou un agrément dans le domaine des assurances, bancaire, ou financier, en France ou à l'étranger ou a fait l'objet d'une mesure de redressement ou liquidation judiciaires,
 - A vu ses commissaires aux comptes en France ou les contrôleurs légaux pour les entreprises ayant leur siège social à l'étranger refuser de certifier les comptes ou assortir leur certification de réserves,

- A fait l'objet d'une condamnation pénale, d'une sanction administrative ou disciplinaire prise par une autorité de contrôle ou une organisation professionnelle, notamment une mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle en France ou à l'étranger.

Cette approche ne signifie pas que toutes les infractions antérieures peuvent systématiquement entraîner une incapacité de satisfaire aux exigences, mais plutôt qu'elles doivent être évaluées au cas par cas.

L'évaluation de l'honorabilité est effectuée annuellement sur la base d'une déclaration de non condamnation accompagnée d'un extrait de casier judiciaire de moins de trois mois pour les dirigeants effectifs et les fonctions clés.

Pour les membres du Conseil d'Administration, l'évaluation de l'honorabilité est effectuée au minimum tous les trois ans sur la base d'une déclaration de non condamnation accompagnée d'un extrait de casier judiciaire de moins de trois mois.

Évaluation des compétences

★ Conseil d'Administration

La Compagnie tient compte de la compétence individuelle et collégiale de son Conseil d'Administration. Dans l'appréciation portée sur chaque membre, elle s'assure de la compétence, de l'expérience et des attributions des autres membres.

Elle s'assure que ceux-ci disposent collectivement des connaissances et de l'expérience nécessaires en matière de marchés de l'assurance et de marchés financiers, de stratégie de l'entreprise et de son modèle économique, de son système de gouvernance, d'analyse financière et actuarielle et d'exigences législatives et réglementaires applicables à la Compagnie. Pour satisfaire aux exigences de compétences collégiales et individuelles du Conseil d'Administration, la Compagnie a mis en place un questionnaire d'auto-évaluation permettant de juger du caractère compétent du Conseil d'Administration.

Sur cette base, un programme de formation permet à la fois une montée en compétence des administrateurs et une information sur les évolutions réglementaires majeures.

Le questionnaire d'auto évaluation porte sur les parties suivantes, couvrant l'ensemble des activités d'assurance :

- La connaissance du marché,
- La stratégie et le business model,
- Le système de gouvernance,
- L'analyse financière et actuarielle,
- Le cadre réglementaire et ses exigences.

Il est rappelé que chaque membre du Conseil d'Administration n'est pas tenu de posséder chaque expertise, compétence et expérience dans tous les domaines énumérés ci-dessus.

Cependant, la connaissance, la compétence et l'expérience collective du Conseil d'Administration dans son ensemble doit permettre une gestion saine et prudente de la Compagnie. Cette connaissance collective doit être maintenue en tout temps afin que tout changement dans les membres du Conseil d'Administration puisse être considéré dans cette perspective.

★ Directeur Général, Directeur Général Délégué/Adjoint et Fonctions clés

Les compétences, l'expérience, la réputation et l'intégrité des personnes gérant effectivement la Compagnie et des fonctions clés sont déterminées et vérifiées par la Compagnie grâce aux démarches suivantes :

- Curriculum vitae daté et signé,
- Copie de la Carte nationale d'identité ou du passeport,
- Copie des diplômes obtenus,
- Extrait de bulletin n° 3 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois,
- Déclaration de non condamnation relative aux I et II de l'article L. 322-2 du Code des assurances,
- Référence,
- Et tous autres moyens nécessaires à l'évaluation.

Cette évaluation démontre que la personne a prouvé, par le passé, ses compétences et son honorabilité pour l'exercice de ses futures fonctions.

Toutes les personnes concernées seront tenues de maintenir leurs compétences pour le rôle qu'elles remplissent à travers la formation continue.

La Compagnie dispose de procédures pour répondre aux exigences de compétences lors de l'embauche, mais intègre également un processus de formation professionnelle continue afin que l'ensemble de ces personnes reste informé des évolutions liées à leur fonction.

La responsabilité de la coordination de la formation professionnelle repose sur la Direction Générale. La Direction Générale veille également à ce qu'un budget de formation soit affecté dans le cadre des budgets annuels de la Compagnie.

Sous-traitance des fonctions clés

Les exigences en matière d'évaluation des compétences et de l'honorabilité mises en place par la Compagnie s'appliquent de façon identique aux personnes employées par un prestataire ou sous-prestataire de services pour exercer une fonction clé sous-traitée.

Le cas échéant, la Compagnie nomme une personne en interne responsable de la sous-traitance de fonction clé sous-traitée disposant des compétences et de l'honorabilité requises.

Conformément à l'article L 612-23-1 du code monétaire et financier, la personne désignée est considérée comme la personne responsable de la fonction clé et est notifiée à l'ACPR.

4.2.3 Exigences de compétence et d'honorabilité de certain membre du personnel de la compagnie

A titre liminaire, il est rappelé que la compagnie n'exerce pas, à date, d'activité de distribution directe d'assurance, celle-ci travaillant exclusivement avec des intermédiaires d'assurance ou de réassurance, courtiers grossistes ou courtiers. Ainsi, la compagnie ne dispose pas de personnel en contact avec la clientèle, dont l'activité consiste à distribuer des produits d'assurance.

Toutefois, si cette situation venait à évoluer, conformément à la Directive Distribution (Directive UE 2016/97), la compagnie s'engage à respecter les nouvelles exigences ci-dessous énoncées, en matière de compétence et honorabilité de certain membre de son personnel, le périmètre de la Directive ayant été étendu aux entreprises d'assurance.

En effet, en application de l'article R512-7 du code des assurances, « Toute personne qui a sous son autorité des salariés mentionnés au 5° du I de l'article R. 511-2 est tenue de veiller à ce que ceux-ci remplissent les conditions d'honorabilité et de capacité de la présente section qui leur sont applicables. »

Compétence

Conformément à l'article L511-2 du code des assurances, le personnel de la compagnie « dont les activités consistent à fournir des recommandations sur des contrats d'assurance ou de réassurance, à présenter, à proposer ou à aider à conclure ces contrats ou à réaliser d'autres travaux préparatoires à leur conclusion, possèdent, préalablement au commencement de leur activité, les connaissances et aptitudes appropriées leur permettant de mener à bien leurs missions et de satisfaire à leurs obligations de manière adéquate. »

Ce personnel doit par ailleurs respecter les exigences en matière de formation et de développement professionnels continus, afin de maintenir un niveau de performance adéquat correspondant à la fonction qu'ils occupent et au marché concerné. La compagnie doit être en mesure de justifier par tout moyen du respect des exigences qui sont applicables à leur personnel en matière de formation et de développement professionnels continus. Un décret en Conseil d'Etat en précise les modalités.

En outre, les personnes qui, au sein de la structure de direction des entreprises sont responsables de la distribution de produits d'assurance et de réassurance ainsi que toutes les autres personnes prenant directement part à la distribution d'assurances ou de réassurances possèdent des connaissances et des aptitudes professionnelles nécessaires à l'exercice de leurs tâches.

Honorabilité

En application de l'article L511-3 du code des assurances, le personnel de la compagnie qui est responsable de l'activité de distribution d'assurances ou de réassurance, ainsi que le personnel qui prend directement part à cette activité, doit posséder l'honorabilité nécessaire à leurs fonctions, cette condition étant vérifiée au regard des dispositions des I à VI de l'article L. 322-2 qui leurs sont applicables.

4.3 Système de gestion des risques

4.3.1 Système de gestion des risques

La Compagnie a mis en place une politique de gestion des risques qui décline de manière opérationnelle l'appétence au Risque de la Compagnie. Cette politique permet de définir les risques que la Compagnie peut prendre, que ce soit en termes techniques et financiers.

De manière concrète, les garanties pouvant être souscrites sont listées avec des limitations en termes de chiffre d'affaires, dans le cadre de nouveau partenariat ou dans le cadre de produits spécifiques.

De même, au niveau de l'actif, la Compagnie met en place un mandat de gestion avec son gestionnaire pour déterminer l'exposition cible, ainsi que les expositions minimales et maximales pour chaque catégorie d'actifs.

Pour vérifier le respect des règles édictées, la Compagnie s'appuie sur sa Comitologie : le Comité de Souscription et de Gestion des Risques s'assure de la cohérence des risques assurantiels (souscription des nouveaux produits, adéquation de la réassurance, suivi des portefeuilles et revalorisation) alors que le Comité Financier s'intéresse aux risques de marché (type d'investissement, contraintes de dispersion...).

Par ailleurs, la Compagnie établit une cartographie des risques qu'elle encourt (qui inclut les risques stratégiques, de conformité, et assurantiels), qui est mise à jour au minimum chaque année.

4.3.2 Intégration du système de gestion des risques et de la Fonction Gestion des Risques aux décisions de l'entreprise.

La Fonction Gestion des Risques identifie les risques (techniques et non techniques) supportés par la Compagnie et met en place une politique de Gestion des Risques afin de les maîtriser (cartographie des risques, plan d'action...).

Pour se faire, la Fonction Gestion des Risques participe au Comité de Souscription et de Gestion des Risques, soit en tant qu'invité pour la partie souscription (mise en place de nouveau produit ou d'un nouveau traité de réassurance, politique de revalorisation, suivi d'un produit ou d'une réassurance), soit en présentant les éléments pour la partie Gestion des Risques (élaboration de la cartographie des risques, mise à jour des politiques, présentation des résultats de l'ORSA - Own Risk and Solvency Assessment).

Pour surveiller les risques financiers, la Fonction Gestion des Risques prend part chaque trimestre au Comité Financier de la Compagnie et reçoit mensuellement les reportings comptables transmis par le gestionnaire d'actifs.

Enfin, la Fonction Gestion des Risques assiste au minimum deux fois par an au Conseil d'Administration pour présenter ses travaux et l'alerter si nécessaire.

4.4 ORSA

4.4.1 Description du processus ORSA

Le processus ORSA a pour objectif d'évaluer à court et à moyen terme les risques propres à la Compagnie et de déterminer le niveau de capital correspondant pour les couvrir.

L'analyse de l'exposition aux risques tient compte de l'ensemble des risques de la Formule Standard, mais ne s'y restreint pas.

Les risques sont évalués en fonction de leur impact sur le ratio de solvabilité (tel que défini dans le référentiel Solvabilité II). Cet impact sur la valeur, est évalué à travers des scénarios de stress, et en scénario central, elle tient compte d'informations qualitatives.

L'évaluation des risques réalisée dans le cadre de l'ORSA tient compte du profil de risque spécifique d'Axéria Prévoyance et certains paramètres spécifiques sont pris en compte par rapport aux calculs de la formule standard.

Les hypothèses, indicateurs et chocs appliqués dans le cadre des stress tests sont documentés dans le rapport ORSA.

4.4.2 Périodicité ORSA

L'AMSB (Administrative Management or Supervisory Body), en accord avec la Fonction Clé Gestion des Risques, a déterminé le calendrier des ORSA réguliers de la Compagnie.

Il a ainsi été décidé que l'évaluation est effectuée une fois par an et est présentée au Conseil d'Administration de décembre, lorsque la stratégie et le Business Plan sont discutés.

4.4.3 Besoins de solvabilité

Pour déterminer son Besoin Global de Solvabilité, la Compagnie a choisi de partir de son ratio de solvabilité avec la formule standard et de mettre en place des ajustements sur les risques principaux.

Pour certains risques, la Compagnie a pu s'appuyer sur l'expérience de son portefeuille afin d'effectuer sa propre évaluation (historique des ratios Sinistres sur Primes par exemple). Pour d'autres, la Compagnie a préféré s'appuyer sur des études externes réalisées par des partenaires.

4.5 Contrôle Interne

4.5.1 Description du système de Contrôle Interne

L'environnement de Contrôle Interne participe au dispositif de maîtrise des risques.

Le dispositif de Contrôle Interne a pour objectif, conformément à la réglementation, d'assurer de manière raisonnable :

- **La conformité aux lois ou règlements applicables à l'entreprise** : les lois et règlements fixent des normes de comportement que la Compagnie intègre à ses objectifs de conformité. La Compagnie veille à identifier les règles qui lui sont applicables et leur évolution dans le temps, transcrit ces règles dans ses procédures internes, informe et forme ses collaborateurs sur les règles qui les concernent. Elle veille également à ce que ces règles soient intégrées dans les protocoles avec ses partenaires.

- **L'application des instructions et des orientations fixées par les organes dirigeants :** les instructions et orientations de la Direction Générale sont établies suivant les objectifs poursuivis par la Compagnie et les risques encourus.
- **Le bon fonctionnement des processus internes de la Compagnie et la préservation de ses actifs :** la Compagnie veille à prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes. Elle veille également à ce que les actes de gestion et de réalisation des opérations s'inscrivent dans le cadre défini par la gouvernance. Elle s'assure également que les activités opérationnelles des différents services soient sécurisées et optimisées tout en permettant l'atteinte des objectifs de rentabilité et de performance.
- **La fiabilité des informations financières :** la Compagnie veille à mettre en place une séparation des tâches au sein des processus, à formaliser les descriptions de fonction afin d'identifier l'origine des informations produites et leurs destinataires, et s'assure que les opérations soient comptabilisées de manière à produire une information financière reflétant sincèrement son activité et sa situation.

Il est cependant rappelé qu'aussi complet et performant que soit le dispositif de Contrôle Interne, celui-ci ne peut donner qu'une assurance raisonnable et non pas une garantie absolue d'élimination totale de ces risques.

Le dispositif de Contrôle Interne est défini et mis en œuvre sous la responsabilité de la Direction Générale de la société.

Le Contrôle Interne contribue à :

- La maîtrise des activités de l'entreprise,
- L'efficacité des opérations,
- L'utilisation efficiente des ressources en appréhendant les risques significatifs qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité.

La démarche globale déployée par la Compagnie s'appuie sur les standards du COSO et intègre les cinq composantes du cadre de référence publié en mai 2006 par le groupe de place diligenté par l'AMF et actualisé en juillet 2010. Ces derniers répondent également aux enjeux du pilier 2 de Solvabilité II. Ce dispositif est complété par la gestion des risques et l'audit interne, chacun faisant l'objet d'une politique écrite.

Les étapes fondamentales du dispositif, conduites en boucle d'amélioration continue comprennent :

- Identification des processus clés : processus d'identification et de documentation des processus clés de la Compagnie,
- Identification des risques : processus de recherche et de description des risques, Analyse des risques : processus mis en œuvre pour comprendre la nature des risques, leurs potentielles causes et conséquences,
- Évaluation des risques : processus d'évaluation adapté à la culture de l'organisation et permettant la priorisation, la comparaison des résultats de l'analyse des risques avec les critères de risque afin de déterminer si les risques et/ou leur importance sont acceptables ou tolérables,

- Traitement du risque : processus destiné à agir sur les risques (réduire, supprimer, transférer, accepter le risque).

Le Contrôle Interne se décline à tous les niveaux de l'entreprise afin d'avoir un dispositif intégré au sein des processus de la société.

Deux types de contrôles sont en place :

- Le contrôle permanent incluant des contrôles de niveau 1 et des contrôles de niveau 2 :
 - o Le 1^{er} niveau de contrôle repose exclusivement sur les responsables de processus et les opérationnels et désigne les contrôles définis et effectués pour s'assurer du respect de l'ensemble des règles, externes et internes, en vigueur et du niveau de qualité requis.
 - o Le 2^{ème} niveau de contrôle repose sur des acteurs indépendants (contrôle interne, juridique, conformité...) qui assurent la cohérence et l'efficacité du dispositif en exerçant les contrôles de 2nd niveau qui consistent à vérifier régulièrement le maintien et l'efficacité des contrôles de 1^{er} niveau.
- Le contrôle périodique incluant des contrôles de niveau 3. L'objectif de ce 3^{ème} niveau de contrôle, est d'évaluer l'efficacité du dispositif de Contrôle Interne par le biais de missions d'audits périodiques.

Les différents outils tels que la cartographie des processus, la cartographie des risques, les contrôles, la base incidents sont saisis dans un outil spécifique de gestion des risques et contrôles permettant ainsi de disposer d'une gestion intégrée entre gestion des risques, Contrôle Interne, et gestion des incidents.

4.5.2 Description des activités de la fonction de vérification de la conformité

La Fonction Clé Conformité est rattachée hiérarchiquement à la Direction Générale. Elle dispose d'un accès direct au Conseil d'Administration, afin de lui garantir son indépendance, sa liberté d'action et d'alerte.

Pour exercer ses missions la Fonction Conformité, en tant que Fonction Clé du système de gouvernance des risques, est soumise à des exigences d'honorabilité, de compétence, d'indépendance et de responsabilité.

Une séparation des tâches est réalisée au sein de la Compagnie afin que la Fonction Conformité ne soit pas en situation de conflits d'intérêts.

La Fonction Conformité dispose, en outre, des compétences nécessaires, tant au niveau de la connaissance de la législation applicable et des normes, que des évolutions réglementaires applicable à son activité.

La Fonction Conformité a pour rôle de structurer la conformité au sein de la Compagnie autour de la démarche suivante :

- Identification des obligations et des risques,
- État des lieux et maîtrise des risques de non-conformité,
- Formalisation et réalisation des contrôles.

En application de l'article R354-4-1 du Code des assurances, les missions de la Fonction Conformité sont les suivantes :

- Assurer et diffuser la veille réglementaire,
- Informer et alerter les organes de direction,
- Former et sensibiliser les collaborateurs,
- Identifier et évaluer les risques de non-conformité,
- Contrôler la conformité,
- Communiquer avec les autorités de contrôle.

La Fonction Conformité couvre l'ensemble des activités et opérations d'assurance de la Compagnie; la réglementation applicable à toutes les entreprises étant exclue de son périmètre.

Le périmètre du contrôle de la conformité est cohérent avec la nature des activités et l'organisation de la Compagnie.

Les thèmes fondamentaux sont :

- Les pratiques commerciales,
- La protection de la clientèle,
- La conformité contrat/produit à la législation applicable,
- La lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme,
- La protection et confidentialité des données,
- La réglementation relative à l'exercice des activités d'assurance,
- L'Ethique et la déontologie.

Les thèmes connexes sont :

- La fraude interne et externe : détection et prévention,
- Les ressources humaines (politique de rémunération, Compétence et Honorabilité....).

La Fonction Conformité est dotée de différents outils pour exercer ses missions :

- Les Politiques écrites du système de gouvernance de la Compagnie et notamment la politique conformité,
- La cartographie des risques stratégiques de non-conformité,
- Le plan annuel de conformité,
- L'auto-évaluation des contrôles de conformité,
- La Conformité groupe.

De plus un dispositif de comitologie est en place au sein de la Compagnie.

4.6 Description des activités de la fonction audit interne

4.6.1 Description de la mise en œuvre

Axéria Prévoyance a rédigé et mis en œuvre une politique d'audit interne définissant un dispositif, une comitologie, une fonction clé associés.

Une Fonction Clé Audit Interne a ainsi été nommée par le Conseil d'Administration et est rattachée hiérarchiquement à la Direction Générale. Elle est en lien avec les autres Fonctions Clés de la Compagnie et participe aux différents comités de gouvernance mis en place.

Elle est en charge de :

- L'établissement, la mise en œuvre et le maintien opérationnel du plan d'audit détaillant les travaux d'audit à conduire dans les années à venir, compte tenu de l'ensemble des activités et de tout le système de gouvernance de l'entreprise d'assurance,
- L'adoption d'une approche fondée sur le risque lorsqu'elle fixe ses priorités,
- Le suivi de la mise en œuvre des recommandations fondées sur le résultat des travaux conduits,
- La communication du plan d'audit à l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle,
- La vérification du respect des décisions prises notamment par l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle sur la base des recommandations émises,
- La soumission au moins une fois par an à l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle d'un rapport écrit contenant ses constatations et recommandations,

Par ailleurs, la fonction d'audit interne peut si nécessaire planifier des audits qui ne sont pas prévus dans le plan d'audit.

4.6.2 Indépendance de la fonction audit interne

La Fonction Audit Interne dispose d'un accès direct au Conseil d'Administration ainsi qu'au Comité d'Audit afin de lui garantir son indépendance, sa liberté d'action et d'alerte.

Par ailleurs, afin de préserver son indépendance et son objectivité par rapport aux activités qu'elle examine, compte tenu de la taille de la Compagnie, la réalisation des missions d'audit est sous-traitée dès lors que celles-ci sont susceptibles de générer un conflit d'intérêts.

Enfin, l'absence de conflits d'intérêts est garantie par une rémunération uniquement basée sur des objectifs qualitatifs pour sa partie variable, tel que le prévoit la politique de rémunération de la Compagnie.

4.7 Description des activités Fonction Actuarielle

La Fonction Actuarielle est rattachée directement à la Direction Générale pour éviter tout risque de conflit d'intérêt.

Le rapport de la Fonction Actuarielle a été transmis au Conseil d'Administration au mois de septembre. Une présentation sur l'évaluation du calcul des provisions, la qualité des données y a été faite, un avis sur la politique de souscription et la politique de réassurance de la Compagnie a été également donné.

La Fonction Actuarielle fait état dans son rapport des méthodes utilisées pour le calcul des provisions techniques à des fins de solvabilité. Elle évalue également la suffisance et la qualité des données utilisées pour ces provisions.

4.8 Description de la politique des prestations Externalisées

Axéria Prévoyance dans le cadre de son business model externalise certaines fonctions ou activités d'assurance nécessitant des compétences spécifiques.

Cette externalisation s'opère auprès d'entités expertes afin d'en assurer une meilleure efficacité et efficience.

Dans ce cadre, Axéria Prévoyance a rédigé une politique qui veille à respecter les exigences de la Directive Solvabilité II :

- Axéria Prévoyance conserve l'entière responsabilité du respect de l'ensemble des obligations qui lui incombent lorsqu'elle externalise des fonctions ou des activités,
- L'externalisation d'activités ou de fonctions opérationnelles importantes ou critiques (au sens de l'article L. 354-1) est effectuée, conformément à la transposition de la Directive en droit français (décret R354-7), de façon à se prémunir de l'une des conséquences suivantes :
 - Compromettre gravement la qualité du système de gouvernance ;
 - Accroître indûment le risque financier, opérationnel et de réputation ;
 - Compromettre la capacité de la Compagnie à satisfaire aux exigences réglementaires en cas de défaillance du prestataire ;
 - Nuire à la prestation continue d'un niveau de service satisfaisant à l'égard des preneurs ;
 - Engendrer une difficulté à trouver un autre prestataire ou à reprendre l'activité en direct.

La Compagnie a procédé à une classification des activités qu'elle externalise et de fait une classification de ses prestataires. Trois niveaux de criticité sont retenus : « critiques », « importants » ou « non critiques non importants ».

Les processus de sélection et de surveillance sont adaptés au niveau de criticité.

Les activités externalisées (critiques, importantes ainsi que les activités de gestion des contrats) entrent dans le cadre des risques stratégiques de la Compagnie, de ce fait, le Conseil d'Administration joue un rôle actif :

- il décide de la mise en place d'une nouvelle externalisation
- il décide et/ou est informé des résiliations de partenariats
- il est informé annuellement du plan d'audit des résultats de ces audits
- il valide la politique des prestations externalisées annuellement

Enfin, le plan de continuité d'activité de la Compagnie intègre dans ses scénarii celui lié à la défaillance d'un prestataire.

4.9 Adéquation système de gouvernance & système de gestion des risques

La Compagnie a mis en place un système de gestion des risques en cohérence avec sa taille, sa stratégie et son système de gouvernance qui prévoit une gestion saine et prudente de l'entreprise, répondant aux exigences de l'article L.354-1 du Code des assurances.

La fonction gestion des risques a participé en 2018 à l'analyse des risques du portefeuille qui a conduit à l'évolution de son programme principal de réassurance. La couverture mise en place au 1^{er} janvier 2019 permettra à Axéria Prévoyance de limiter ses risques fréquences et de pointes.

4.10 Autres informations importantes

Axéria Prévoyance n'a pas d'autre information pertinente à communiquer concernant son système de gouvernance.

5. Profil de risque

5.1 Risque de souscription

La Compagnie a identifié des risques de souscription au sein de sa cartographie des risques.

En effet, la Compagnie est exposée soit à une dérive de la fréquence de sa sinistralité, soit à des risques catastrophe (pandémie, terrorisme), soit à des risques de montants importants.

Pour se prémunir de ces risques, la Compagnie fait appel à de la réassurance, de manière à réduire le reste à charge et avoir un impact réduit sur son bilan dans les cas énoncés ci-avant. La couverture a été enrichie par la mise en place d'une protection à trois niveaux sur la rétention de la compagnie, permettant un écrêtement progressif de la sinistralité. Une couverture XS par tête, complétée d'un traité XS Catastrophe et d'un traité Stop Loss Surmortalité ont pris effet au 1er janvier 2019.

La Compagnie s'appuie ainsi sur son Comité de Souscription et de Gestion des Risques pour vérifier le respect de l'appétence aux risques de la Compagnie et suivre les risques dans le temps.

De même, en établissant des comptes trimestriellement et en faisant des études S/P (rapport entre les sinistres et les primes), la Compagnie peut agir rapidement en cas de dérive.

Enfin, la Compagnie s'attache à éviter toute concentration trop importante : ses contrats collectifs portent donc sur des entreprises type TPE / PME et la concentration par ville est suivie régulièrement.

5.2 Risque de marché

Les risques de marché font également partie des risques principaux pour une Compagnie d'assurance. Axéria Prévoyance a choisi d'avoir une politique d'investissement prudente, dans le cadre de son appétence aux risques.

Ainsi, elle investit principalement dans des obligations avec un rating satisfaisant (A ou supérieur) ou dans des actifs de trésorerie. Elle possède néanmoins des actifs plus risqués (actions, immobilier...) mais toujours à travers des fonds et avec des contraintes d'investissement précisées dans son mandat de gestion.

Pour suivre le respect de ces consignes, la Compagnie a mis en place un Comité Financier qui suit trimestriellement les risques encourus (reporting par classe d'actifs, coût en terme de solvabilité...) et qui décide des investissements futurs.

La Fonction Gestion des Risques de la Compagnie vérifie enfin que la concentration des actifs est conforme avec la volonté du Conseil d'Administration.

5.3 Risque de crédit

Axéria Prévoyance travaille avec de nombreux partenaires dans le cadre de son activité. Pour se prémunir d'un défaut, elle effectue un audit en amont du partenaire afin de s'assurer que celui-ci est suffisamment solide. Ensuite, elle s'assure du bon déroulé de son partenariat avec celui-ci en effectuant, régulièrement, des audits. Enfin, la Compagnie dispose d'un Comité des délégataires pour veiller à la surveillance de ceux-ci.

Dans le cadre de la réassurance, Axéria Prévoyance a fait le choix de ne travailler pour les nouveaux partenariats qu'avec des réassureurs disposant d'une notation satisfaisante. Elle a de plus fait le choix d'avoir un pool de réassureurs pour réassurer son traité principal. Enfin, la Compagnie demande le nantissement des provisions pour disposer d'une sécurité supplémentaire.

5.4 Risque de liquidité

Axéria Prévoyance est assez peu exposée au risque de liquidité. En effet, la Compagnie possède une poche monétaire très importante (plus de 30% des actifs) qui comprend des dépôts à termes et des investissements dans des fonds monétaires qui peuvent être récupérés immédiatement.

De plus, afin de s'assurer de la liquidité à tout moment, la Compagnie fournit un plan de trésorerie annuel (et le met à jour chaque fois que cela est nécessaire) au gestionnaire pour anticiper les futurs cash-flows.

Si, au vu de ce plan de trésorerie, la liquidité semble s'avérer insuffisante, le sujet est débattu au cours du Comité Financier ou directement au cours du Conseil d'Administration, de manière à mettre en place le plan d'actions.

Il est à noter qu'à fin 2018, le montant total du bénéfice attendu inclus dans les primes futures est évalué à 46,7M€.

5.5 Risque opérationnel

L'évaluation des risques opérationnels dans la Formule Standard se fait avec une formule simplifiée qui dépend des primes, provisions ou capitaux en cours. Cette évaluation ne correspond pas parfaitement à la diversité des risques opérationnels que peut encourir la Compagnie.

Les risques opérationnels sont suivis à travers l'évaluation régulière de la robustesse des contrôles qui leur sont rattachés (contrôles, procédures, séparation des tâches, habilitations, doubles validations ...)

La Compagnie dispose enfin d'un Plan de Continuité d'Activités pour permettre de faire face à certaines situations ayant un impact critique pour la Compagnie.

5.6 Autres risques importants

La Compagnie ne considère pas avoir d'autres risques majeurs.

6. Valorisation

6.1 Valorisation des actifs

6.1.1 Description de la méthodologie S2 pour les grandes classes d'actifs

En valeur de marché, la méthodologie d'évaluation par défaut pour l'ensemble des titres cotés est l'utilisation du dernier cours Bloomberg connu à la date de clôture.

Bloomberg fournit également les valeurs liquidatives des organismes de placement collectif.

A noter que le coupon couru est inclus dans la valorisation.

Pour les fonds immobiliers, la société de gestion fournit une valeur liquidative à dire d'expert.

Le tableau ci-dessous présente ses valeurs de marché ainsi que l'écart de valorisation en S1 et en S2 par grande classe d'actif de la Compagnie en date au 31 décembre 2018 :

Type d'actifs		Description	Valeur marché	Valeur Nette Comptable
R0080	Immobilier	OPCI et fonds immobilier	24 201	21 618
R0110	Actions cotées			
R0120	Actions non cotées			
R0130	Obligations d'Etats	Etats et Etats et assimilés	43 915	41 061
R0150	Obligations d'entreprises		43 778	42 950
R0160	Titres structurés	Obligations sécurisées	19 244	18 305
R0170	Titres garantis			
R0180	Organismes de placement collectif			
R0190	Produits dérivés	Comptes à terme	110 155	109 732
R0200	Dépôts autres que les équivalents de trésorerie			
R0210	Autres investissements			
			294 771	285 737

En valeur nette comptable, tous les actifs sont évalués au coût amorti.

Une seule exception pour les obligations qui sont valorisées en prenant en compte une surcote ou une décote qui correspond à un amortissement permettant de linéariser le taux de rendement de l'obligation sur sa durée de vie.

6.2 Valorisation des provisions techniques

Pour effectuer l'évaluation des provisions techniques, la Compagnie distingue trois pans de provisionnement :

- Les provisions Best Estimate issues du stock,
- Les provisions Best Estimate issues des primes futures (EPIFP),
- La Risk Margin.

6.2.1 Montant des provisions

6.2.1.1 Provisions Best Estimate « stock »

Sont considérées comme des garanties vie au sens Solvabilité II :

- Les garanties décès de l'assuré, c'est-à-dire les contrats temporaires décès (emprunteur, prévoyance individuelle, prévoyance collective), double effet, les contrats obsèques et les garanties exonération de primes décès en cas d'arrêt de travail,
- Les garanties PTIA (Perte Totale et Irréversible de l'Autonomie) de ces mêmes assurés,
- Les garanties « épargne » de la Compagnie.

Tous ces contrats, hors acceptation en réassurance, sont classés dans la LoB « Assurance avec participation aux bénéfices » puisque la Compagnie est soumise réglementairement à la provision pour participation aux excédents (PPE).

Les différentes acceptations en réassurance sont classées dans la partie « Réassurance acceptée ».

Pour effectuer la segmentation de l'arrêt de travail entre Santé SLT et Santé non SLT, Axéria Prévoyance a repris la position de l'ACPR dans le cadre des Orientations Nationales Complémentaires de 2013, pour ses portefeuilles individuels, collectifs et emprunteur. Il est à noter dans ce dernier cas que l'engagement de la Compagnie est considéré comme pluriannuel.

Ainsi, sont considérées comme des garanties Santé similaires à de la vie (ou Santé SLT) au sens de Solvabilité II :

- Les garanties invalidité (à partir de la consolidation) des portefeuilles prévoyance individuelle et prévoyance collective,
- L'ensemble des garanties arrêt de travail des portefeuilles emprunteur,
- Les garanties dépendance (la Compagnie étant engagée à ne pas augmenter les tarifs),
- De manière plus accessoire, les garanties « pertes de profession ».

De manière analogue à ce qui se fait sur le portefeuille vie, les provisions Santé SLT sont segmentées entre les contrats assurance santé « sans options et garanties » pour les contrats hors acceptation et « Assurance santé (réassurance acceptée) » pour les autres.

Sont considérées comme des garanties Santé non similaires à de la vie (ou Santé non SLT), appartenant à la ligne d'activité « Perte de Revenus » au sens de Solvabilité II :

- Les garanties incapacité et invalidité en attente des portefeuilles prévoyance individuelle et prévoyance collective,
- Les garanties Décès Accidentel de ces mêmes portefeuilles.

Enfin, sont considérées comme des garanties Santé non similaires à la vie, appartenant à la LoB « Frais de soins » au sens Solvabilité II :

- Les garanties prestations de santé (complémentaires ou 1^{er} €),
- Les garanties IJ hospitalisation.

Pour effectuer l'évaluation de ces provisions techniques, la Compagnie a choisi de mettre en place des études statistiques sur ses principaux portefeuilles, afin d'affiner le calcul des provisions techniques.

Le principal retraitement pour la Compagnie concerne l'utilisation de table d'expérience pour l'évaluation de certaines provisions alors qu'en norme Solvabilité 1 les tables réglementaires sont d'usage.

Par exemple, en norme S1, Axéria Prévoyance utilise les tables du BCAC pour le calcul des provisions « incapacité / invalidité », mais évalue ses provisions « Best Estimate » avec :

- Des tables d'expérience certifiées en assurance emprunteur,
- Une table d'expérience partagée via l'étude TARAT TNS pour son portefeuille prévoyance individuelle,
- Et en utilisant des abattements sur les tables du BCAC pour son portefeuille collectif.

En l'espèce, 94 % des provisions techniques sont évaluées au final avec une valorisation spécifique. Pour les autres provisions en revanche, le principe de proportionnalité ou la non-matérialité du changement de valorisation implique une évaluation simplifiée : provision Best Estimate = provision Solvabilité 1.

A fin 2018, la répartition des provisions techniques par type est ainsi la suivante :

	BRUTE	REASS	NETTE
Health non SLT	71,6 M€	48,4 M€	23,2 M€
Health SLT	100,0 M€	45,1 M€	54,9 M€
VIE	57,1 M€	18,3 M€	38,8 M€
PROVISIONS TOTALES	228,7 M€	111,8 M€	116,9 M€

Pour effectuer le calcul des provisions « Best Estimate » de réassurance, la méthodologie de la Compagnie s'appuie sur les flux futurs bruts de réassurance par année de projection pour en déduire les flux futurs théoriques de réassurance, en fonction du traité de réassurance (quote-part, excédent de plein ou excédent de sinistre).

La provision est ensuite ajustée en utilisant une probabilité de défaut du réassureur, fonction de son rating et de la duration du Best Estimate.

Pour calculer cet ajustement, la Compagnie a utilisé la simplification suivante :

$$\text{Ajustement} = - \text{Max} (50 \% * \text{PD} / (1 - \text{PD}) * \text{Duration} * \text{Best Estimate} ; 0)$$

Avec PD la probabilité de défaut du réassureur qui dépend du rating de celui-ci.

Il est à noter que lorsque l'évaluation des provisions brutes de réassurance est effectuée avec la simplification « Provisions Best Estimate = Provisions S1 », la probabilité de défaut du réassureur n'est pas prise en compte dans l'évaluation des provisions cédées.

6.2.1.2 Provisions Best Estimate « primes futures »

La Compagnie modélise des primes futures pour évaluer sa provision Best Estimate. Néanmoins, l'horizon de projection n'est pas le même selon la typologie du portefeuille.

En effet, sur son portefeuille emprunteur, Axéria Prévoyance prend en compte les engagements jusqu'à la fin du prêt, conformément à ce qui est effectué sur le marché et conformément aux textes en vigueur (il s'agit de contrats groupe ouvert, renouvelés annuellement par tacite reconduction et disposant d'une sélection médicale à l'entrée avec une possibilité d'augmenter le tarif sur un groupe homogène et non individuellement).

En revanche, pour les autres portefeuilles (garanties annuelles à tacite reconduction au 1^{er} janvier), la Compagnie ne considère qu'une année supplémentaire d'engagement.

Pour évaluer ses engagements futurs, la Compagnie effectue soit une méthodologie tête par tête avec utilisation de lois statistiques basées sur l'expérience du portefeuille (portefeuille principal de la Compagnie), soit une méthodologie basée sur les S/P historiques par ligne d'activité.

Chacune de ces évaluations prend en compte les spécificités techniques liées : la réassurance, les participations aux bénéfices de la réassurance, les commissions variables payées par Axéria Prévoyance à ses gestionnaires, les provisions pour égalisation ou réserves générales, et enfin la provision pour participation aux excédents.

Pour ce qui est de la prise en compte de la réassurance des portefeuilles de la Compagnie, seuls les contrats signés ont été pris en compte. Ainsi, le contrat de réassurance principal (une quote-part de 60%) est considéré uniquement pour l'année de référence 2019 et non pas sur la totalité de la projection.

Au final, les portefeuilles de la Compagnie étant bénéficiaires, la provision technique calculée est négative.

Ainsi, en effectuant la même segmentation que pour les provisions « stock », nous obtenons le résultat suivant :

	BRUTE	REASS	NETTE
Health non SLT	10,7 M€	5,4 M€	5,3 M€
Health SLT	16,6 M€	2,3 M€	14,4 M€
VIE	-74,1 M€	-18,2 M€	-55,9 M€
TOTAL	-46,7 M€	-10,5 M€	-36,2 M€

6.2.1.3 Risk Margin

La Risk Margin (marge pour risque) a été évaluée avec une méthode dite « coût du capital » en projetant les SCR (Solvency Capital Requirement) futurs de la Compagnie.

Pour effectuer cette évaluation, Axéria Prévoyance a fait le choix d'utiliser une simplification définie dans les spécificités techniques.

Il s'agit de la méthode simplificatrice n°3 basée sur une approche de coût du capital, avec une évaluation des risques futurs de la compagnie proportionnellement à ses engagements. En effet, cette méthodologie utilise la formule suivante :

$$\text{Risk Margin} = 6\% * \sum_t \text{SCR}_{\text{compagnie}}(0) * \frac{\text{Best Estimate}(t)}{\text{Best Estimate}(0)} * \frac{1}{(1+\text{taux}(t))^t}$$

Il est à noter que le calcul du SCR précisé ci-dessus ne prend en compte ni l'ajustement pour impôts différés (conformément aux textes), ni le risque de marché, celui-ci étant considéré comme non nécessaire.

Pour déterminer la Risk Margin par LoB, Axéria Prévoyance a utilisé un ratio basé sur la contribution de la branche dans le SCR Final.

Le montant de la Risk Margin est estimé à 30,3M€.

6.2.2 Niveau d'incertitude

Les tables d'expérience construites par la Compagnie pour son calcul Best Estimate sont mises à jour chaque année. L'ajout de données supplémentaires permet une amélioration permanente de ces tables.

6.2.3 Passage S1/S2

Les provisions S2 sont inférieures de 29% par rapport aux provisions S1. Les principales raisons sont :

- L'utilisation de tables d'expérience au lieu de tables réglementaires qui surestime la sinistralité,
- Le retraitement des IBNR,
- Le retraitement de provisions mathématiques et de provisions pour risques croissants qui sont retraitées dans le BE Primes futures.

6.2.4 Ajustement égalisateur

Aucun ajustement égalisateur n'est utilisé.

6.2.5 Correction pour volatilité

Aucune correction pour volatilité n'est utilisée.

6.2.6 Courbe des taux d'intérêt transitoire

La courbe des taux d'intérêt transitoire n'est pas appliquée.

6.2.7 Déduction transitoire

La déduction transitoire n'est pas appliquée.

6.2.8 Autres informations

6.2.8.1 Réassurance et titrisation

Les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance sont visibles dans les tableaux ci-dessus. Les montants recouvrables de la partie dite « Provisions Best Estimate Stock » tiennent compte de la probabilité de défaut du ou des réassureurs, contrairement à la partie dite « Provisions Best Estimate primes futures » ce qui permet d'avoir une vision plus prudente puisque ce sont des bénéfices qui sont projetés.

6.2.8.2 Changement d'hypothèses dans le calcul des provisions techniques

Dans le cadre du calcul du Best Estimate, deux révisions d'hypothèses ont été introduites :

- Tous les contrats conclus en date d'arrêté sont intégrés à la projection du portefeuille, même s'ils ont une date d'effet postérieure à la date du calcul ;
- Les traités de réassurance non révisables dans le temps sont pris en compte jusqu'à l'extinction des portefeuilles sous-jacents.

La Risk Margin est désormais établie sur la base de la méthode simplificatrice n°3, comme détaillé dans le paragraphe 6.2.1.3. Les travaux de l'an dernier avaient recours à la méthode n°4, basée sur le calcul

de la duration du portefeuille net de réassurance.

6.3 Valorisation des autres passifs

Parmi les autres passifs de la Compagnie, seuls les impôts différés ont été valorisés de manière différente que sous Solvabilité 1. Ces impôts différés sont liés à trois effets :

- L'évaluation en valeur de marché des actifs,
- L'utilisation d'une valorisation prudentielle pour les provisions techniques,
- La prise en compte des primes futures dans le calcul des provisions.

Pour effectuer leur valorisation, la Compagnie a analysé pour chaque poste au bilan (et non ligne par ligne) s'il existait des gains ou des pertes futures.

En fonction de cette information, la Compagnie considère des impôts différés actifs ou passifs.

Le taux d'imposition utilisé est celui appliqué aux sociétés (hors déduction / abattement) soit 33.33 % au 31 décembre 2018. Il est à noter que des retraitements sont effectués pour les provisions déjà fiscalisées et pour les provisions à fiscaliser.

A fin 2018, les impôts différés passifs étaient valorisés à 38,4M€ et les impôts différés actifs à 19,7M€.

6.4 Méthodes alternatives de valorisation

Axéria Prévoyance n'utilise pas de méthodes alternatives de valorisation pour effectuer ses valorisations à des fins de solvabilité.

6.5 Autres informations importantes

Axéria Prévoyance n'a pas d'autre information importante à déclarer concernant la valorisation de ses actifs et de ses passifs à des fins de solvabilité.

7. Gestion du capital

7.1 Fonds Propres

7.1.1 Informations générales : Politique

Les Fonds Propres de la Compagnie sont constitués exclusivement d'éléments classés en Tier 1 (les capitaux les plus stables et les plus solides).

En effet, ils sont composés du Capital Social de la Compagnie, à hauteur de 31M€, des résultats des années précédentes et de la réserve de réconciliation (résultats futurs de la Compagnie).

Dans son Plan à Moyen Terme, la Compagnie effectue une projection de ses Fonds Propres en se basant sur le principe de l'auto-financement : l'augmentation des Fonds Propres est liée aux résultats de la Compagnie.

7.1.2 Qualité des fonds propres

Les Fonds Propres de la Compagnie sont en baisse de 42M€ entre 2017 et 2018.

Cette diminution s'explique par la hausse des provisions techniques, du fait des changements d'hypothèses détaillés dans le paragraphe 6.2.8.2. Par ailleurs, la politique de dividendes a été appliquée aux résultats futurs découlant de la projection.

Fonds propres (k€)	2017	2018	Ecart
Tier 1	175 617	133 560	-42 057
Tier 1 restreint			
Tier 2			
Tier 3			
TOTAL	175 617	133 560	-42 057

7.1.3 Montant des fonds propres pour couvrir le SCR

L'ensemble des Fonds Propres de la Compagnie étant classés en Tier 1, ils sont tous éligibles pour couvrir le SCR.

Niveau	Fonds propres (k€)
Tier 1	133 560
Tier 1 restreint	
Tier 2	
Tier 3	
TOTAL	133 560

7.1.4 Montant des fonds propres pour couvrir le MCR

L'ensemble des Fonds Propres de la Compagnie étant classés en Tier 1, ils sont tous éligibles pour couvrir le MCR (Minimum Capital Requirement).

Niveau	Fonds propres (k€)
Tier 1	133 560
Tier 1 restreint	
Tier 2	
Tier 3	
TOTAL	133 560

7.1.5 Analyse écart S1/S2

Au niveau des Fonds Propres, la valorisation effectuée sous Solvabilité II est plus importante de 0,7M€ par rapport à celle effectuée sous Solvabilité 1 comme le montre le tableau ci-dessous :

En K€	Capitaux propres statutaires	Valorisation marché des actifs financiers	Best Estimate des provisions et marge de risque	Best Estimate réassurance	Impôts différés	Dividendes prévues	Fonds propres S2
Fonds propres	132 899	5 906	110 554	-59 211	-18 677	-37 910	133 560

7.1.6 Mesure transitoire

Axéria Prévoyance ne dispose pas de Fonds Propres faisant l'objet des mesures transitoires prévues à l'article 380 paragraphes 9 et 10 de la Directive 2009/138/CE.

7.1.7 Fonds Propres auxiliaires

Axéria Prévoyance n'a pas de Fonds Propres auxiliaires dans son capital.

7.1.8 Eléments déduits des Fonds Propres

Axéria Prévoyance n'est pas concerné par cette section.

7.2 SCR et MCR

7.2.1 Evaluations

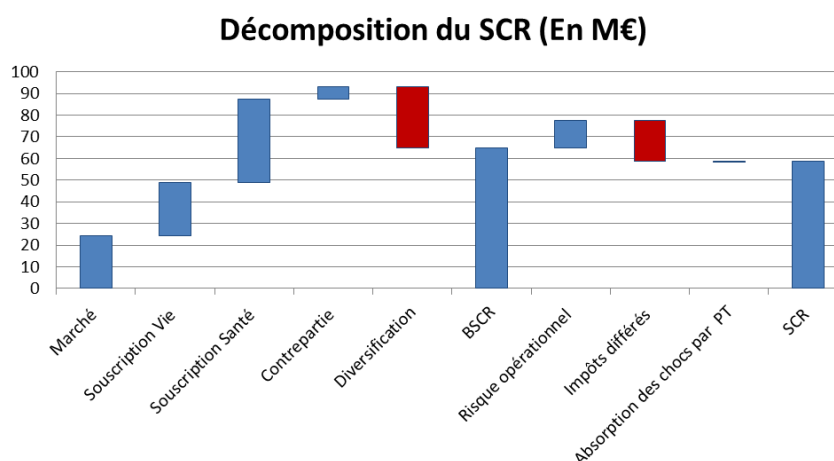
A fin 2018, le SCR d'Axéria Prévoyance est évalué à 58,7M€, à comparer aux 133,56M€ de fonds propres éligibles. Le taux de couverture est ainsi de 227%.

Le MCR est quant à lui évalué à 14,9M€, soit un taux de couverture de 892 %.

7.2.2 Solvency Capital Requirement par module

En ce qui concerne les exigences de fonds propres, le risque de Souscription Vie (24,8M€) et le risque de Souscription Santé (38,2M€) sont les risques principaux auxquels la Compagnie est confrontée, comme le montre le graphique ci-dessous.

Le risque de Marché reste conséquent (24,3M€) alors que les risques opérationnels (12,7M€) et de contrepartie (5,7M€) sont plus modérés.



7.2.3 Calculs simplifiés

Axéria Prévoyance utilise le principe de proportionnalité pour l'évaluation de ses risques et se sert donc de méthodes simplifiées pour des portefeuilles de taille restreintes (transparisation partielle de certains actifs, provisions BE S2 = provision S1, augmentation de la sinistralité via des proxys sur les approches par scénario).

7.2.4 USP (Undertaking Specific Parameters)

Axéria Prévoyance n'utilise pas de paramètres spécifiques pour l'évaluation de sa solvabilité et n'est donc pas concernée par ce paragraphe.

7.2.5 Capital add-on

L'ACPR n'a pas demandé à Axéria Prévoyance d'ajouter de capital supplémentaire pour couvrir ses risques de solvabilité.

7.2.6 Minimum Capital Requirement

Axéria Prévoyance est une Compagnie d'assurance mixte. Ainsi, le calcul du MCR linéaire se fait en additionnant les éléments du MCR non-vie et ceux du MCR vie.

La méthode de calcul consiste à prendre en compte un pourcentage des provisions Best Estimate (BE) et des primes nettes de réassurance (le % dépendant du risque) en non-vie et un pourcentage des provisions BE nettes de réassurance et des capitaux sous-risques nets de réassurance en vie.

Le MCR final doit se situer entre 25% et 45% du SCR global. Le montant du MCR linéaire d'Axéria Prévoyance respecte ce principe.

7.2.7 Changements importants MCR ou SCR

La méthodologie de calcul du SCR et du MCR n'a pas évoluée entre 2017 et 2018.

Il est néanmoins à noter que les couvertures de réassurance transverse à effet du 1^{er} janvier 2019 ont un impact sur le montant du SCR.

7.2.8 Sous-module « risques sur actions » fondé sur la durée

Axéria Prévoyance n'utilise pas ce sous-module pour l'évaluation de sa solvabilité.

7.3 Sous-module « risques sur actions » fondé sur la durée

Axéria Prévoyance n'utilise pas ce sous-module pour l'évaluation de sa solvabilité.

7.4 Modèle interne

Axéria Prévoyance utilise la Formule Standard pour évaluer sa solvabilité et n'est donc pas concernée par ce paragraphe.

7.5 Manquement au niveau de capital requis

Au 31 décembre 2017, le Ratio de Solvabilité de la Compagnie est largement supérieur à 100%. Elle n'est donc pas concernée par cette section.

7.6 Autres informations importantes

La Compagnie n'a pas d'autre information importante à communiquer sur la gestion de son capital.

Annexes QRT

L'ensemble des montants repris dans les annexes ci-dessous sont exprimés en milliers d'Euros.

S.02.01.02 Bilan

		Valeur Solvabilité II
Actifs		C0010
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	19 735
Excédent du régime de retraite	R0050	0
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	69
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	294 700
<i>Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)</i>	R0080	0
<i>Détentions dans des entreprises liées, y compris participations</i>	R0090	0
<i>Actions</i>	R0100	0
Actions – cotées	R0110	0
Actions – non cotées	R0120	0
<i>Obligations</i>	R0130	106 937
Obligations d'État	R0140	11 704
Obligations d'entreprise	R0150	95 233
Titres structurés	R0160	0
Titres garantis	R0170	0
<i>Organismes de placement collectif</i>	R0180	134 356
<i>Produits dérivés</i>	R0190	0
<i>Dépôts autres que les équivalents de trésorerie</i>	R0200	53 407
<i>Autres investissements</i>	R0210	0
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	0
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	423
<i>Avances sur police</i>	R0240	423
<i>Autres prêts et prêts hypothécaires</i>	R0250	0
<i>Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers</i>	R0260	0
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	101 745
<i>Non-vie et santé similaire à la non-vie</i>	R0280	53 766
Non-vie hors santé	R0290	0
Santé similaire à la non-vie	R0300	53 766
<i>Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés</i>	R0310	47 979
Santé similaire à la vie	R0320	47 615
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	364
<i>Vie UC et indexés</i>	R0340	0
Dépôts auprès des cédantes	R0350	280
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	71 007
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	30 637
Autres créances (hors assurance)	R0380	432
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	0
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	3 276
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	79
Total de l'actif	R0500	522 384

Montants en Milliers d'Euros

		Valeur Solvabilité II
Passifs		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	89 820
<i>Provisions techniques non-vie (hors santé)</i>	R0520	0
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
Meilleure estimation	R0540	0
Marge de risque	R0550	0
<i>Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)</i>	R0560	89 820
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
Meilleure estimation	R0580	82 315
Marge de risque	R0590	7 505
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	130 087
<i>Provisions techniques santé (similaire à la vie)</i>	R0610	127 536
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	0
Meilleure estimation	R0630	116 669
Marge de risque	R0640	10 866
<i>Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)</i>	R0650	2 551
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0
Meilleure estimation	R0670	- 9 358
Marge de risque	R0680	11 909
Provisions techniques UC et indexés	R0690	0
<i>Provisions techniques calculées comme un tout</i>	R0700	0
<i>Meilleure estimation</i>	R0710	0
<i>Marge de risque</i>	R0720	0
Autres provisions techniques	R0730	0
Passifs éventuels	R0740	0
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	161
Provisions pour retraite	R0760	0
Dépôts des réassureurs	R0770	5 630
Passifs d'impôts différés	R0780	38 412
Produits dérivés	R0790	0
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	0
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	0
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	44 149
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	37 289
Autres dettes (hors assurance)	R0840	5 338
Passifs subordonnés	R0850	0
<i>Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base</i>	R0860	0
<i>Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base</i>	R0870	0
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	27
Total du passif	R0900	350 914

Montants en Milliers d'Euros

Excédent d'actif sur passif	R1000	171 470
------------------------------------	--------------	----------------

Montants en Milliers d'Euros

S.05.01.02 Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)								
Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090

Primes émises

Brut – assurance directe	R0110	189 476	28 191
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	9 422	111
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130		
Part des réassureurs	R0140	118 909	17 565
Net	R0200	79 989	10 738

Primes acquises

Brut – assurance directe	R0210	191 157	28 485
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	18 260	116
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230		
Part des réassureurs	R0240	120 391	17 723
Net	R0300	89 025	10 878

Charge des sinistres

Brut – assurance directe	R0310	131 635	30 377
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	11 521	92
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330		
Part des réassureurs	R0340	88 187	22 444
Net	R0400	54 969	8 025

Variation des autres provisions techniques

Brut – assurance directe	R0410	0	- 133
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	21	0
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430		
Part des réassureurs	R0440	0	- 12
Net	R0500	21	- 121

Dépenses engagées	R0550	34 200	8 391
--------------------------	-------	--------	-------

Autres dépenses	R1200		
------------------------	-------	--	--

Total des dépenses	R1300		
---------------------------	-------	--	--

Montants en Milliers d'Euros

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)			Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200

Primes émises

Brut – assurance directe	R0110	217 667
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	9 534
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130	
Part des réassureurs	R0140	136 474
Net	R0200	90 727

Primes acquises

Brut – assurance directe	R0210	219 642
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	18 376
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230	
Part des réassureurs	R0240	138 114
Net	R0300	99 903

Charge des sinistres

Brut – assurance directe	R0310	162 012
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	11 613
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330	
Part des réassureurs	R0340	110 631
Net	R0400	62 993

Variation des autres provisions techniques

Brut – assurance directe	R0410	- 133
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	21
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430	
Part des réassureurs	R0440	- 12
Net	R0500	- 100

Dépenses engagées

	R0550	42 591
--	-------	--------

Autres dépenses

	R1200	
Total des dépenses	R1300	42 591

Montants en Milliers d'Euros

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		Total
Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
37 489	92 463					1 466	2 929	134 348
21 823	50 351					0	0	72 174
15 666	42 112					1 466	2 929	62 173
37 439	92 758					2 620	4 978	137 795
21 778	50 506					0	0	72 285
15 660	42 251					2 620	4 978	65 510
16 587	22 606					1 957	484	41 634
14 970	17 210					0	0	32 180
1 617	5 396					1 957	484	9 454
- 2 461	- 376					- 2 180	45	- 4 971
- 2 209	1					0	0	- 2 208
- 252	- 377					- 2 180	45	- 2 763
11 161	27 651					1 139	2 171	42 121
								42 121

Montants en Milliers d'Euros

S.05.02.01 Primes, sinistres et dépenses par pays

R0010	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) - engagements en non-vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070
	FRANCE	GERMANY	TUNISIA	ITALY	MONACO	SPAIN	
	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140

Primes émises

Brut – assurance directe	R0110	217 048	544	0	44	30	0	217 667
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	9 441	0	93	0	0	0	9 534
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	R0140	136 103	337	0	14	19	0	136 474
Net	R0200	90 386	207	93	30	11	0	90 727

Primes acquises

		0						
Brut – assurance directe	R0210	218 974	545	0	130	- 7	0	219 642
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	18 283	0	93	0	0	0	18 376
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	R0240	137 743	338	0	40	- 7	0	138 114
Net	R0300	99 514	207	93	90	- 1	0	99 903

Charge des sinistres

Brut – assurance directe	R0310	161 086	- 13	0	104	835	0	162 012
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	11 538	0	75	0	0	0	11 613
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	R0340	110 276	9	0	72	275	0	110 631
Net	R0400	62 348	- 22	75	32	560	0	62 993

Variation des autres provisions techniques

Brut – assurance directe	R0410	- 133	0	0	0	0	0	- 133
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	21	0	0	0	0	0	21
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430	0	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs	R0440	- 12	0	0	0	0	0	- 12
Net	R0500	- 100	0	0	0	0	0	- 100

Dépenses engagées

	R0550	42 347	129	14	80	21	0	42 591
Autres dépenses	R1200							
Total des dépenses	R1300							42 591

Montants en Milliers d'Euros

R01400	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) - engagements en vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070
	FRANCE	PORTUGAL	GERMANY	MONACO	ITALY	SPAIN	TOTAL
	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140

Primes émises

Brut	R1410	124 477	8 367	1 330	147	18	9	134 348
Part des réassureurs	R1420	69 251	1 978	851	88	7	0	72 174
Net	R1500	55 226	6 389	479	59	11	9	62 173

Primes acquises

Brut	R1510	128 113	8 369	1 318	- 36	22	9	137 795
Part des réassureurs	R1520	69 495	1 978	843	- 39	7	0	72 285
Net	R1600	58 618	6 391	475	3	15	9	65 510

Charge des sinistres

Brut	R1610	37 932	3 944	106	- 137	- 214	0	41 632
Part des réassureurs	R1620	31 171	961	141	169	- 261	0	32 181
Net	R1700	6 761	2 984	- 35	- 306	48	0	9 451

Variation des autres provisions techniques

Brut	R1710	- 4 971	0	0	0	0	0	- 4 971
Part des réassureurs	R1720	- 2 208	0	0	0	0	0	- 2 208
Net	R1800	- 2 763	0	0	0	0	0	- 2 763

Dépenses engagées

	R1900	38 824	2 869	283	122	22	0	42 121
--	-------	--------	-------	-----	-----	----	---	--------

Autres dépenses

	R2500							
Total des dépenses	R2600							42 121

Montants en Milliers d'Euros

S.12.01.02 Provisions techniques vie et santé SLT

		Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de			Autres assurances vie			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
				Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	0	0			0			0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	0	0			0			0	0	0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque											
Meilleure estimation											
Meilleure estimation brute	R0030	- 951		0	0		0	0	0	- 8 407	- 9 358
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	364		0	0		0	0	0	0	364
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	- 1 315		0	0		0	0	0	- 8 407	- 9 722
Marge de risque	R0100	11 909	0			0			0	0	11 909
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques											
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110	0	0			0			0	0	0
Meilleure estimation	R0120	0		0	0		0	0	0	0	0
Marge de risque	R0130	0	0			0			0	0	0
Provisions techniques – Total	R0200	10 958	0			0			0	- 8 407	2 551

		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
			Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
		C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	0			0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	0			0	0	0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Meilleure estimation brute	R0030		117 229	0	0	- 560	116 669
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080		47 615	0	0	0	47 615
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090		69 614	0	0	- 560	69 054
Marge de risque	R0100	10 866			0	0	10 866
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques							
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110	0			0	0	0
Meilleure estimation	R0120		0	0	0	0	0
Marge de risque	R0130	0			0	0	0
Provisions techniques – Total	R0200	128 095			0	- 560	127 536

Montants en Milliers d'Euros

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée					
		Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses
		C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Provisions pour primes							
Brut	R0060	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	0	0	0	0	0	0
Provisions pour sinistres							
Brut – total	R0160	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	0	0	0	0	0	0
Total meilleure estimation – brut	R0260	0	0	0	0	0	0
Total meilleure estimation – net	R0270	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	R0280	0	0	0	0	0	0
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques							
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation	R0300	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	R0310	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques – Total							
Provisions techniques – Total	R0320	0	0	0	0	0	0
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	R0330	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	0	0	0	0	0	0

Montants en Milliers d'Euros

S.23.01.01 Fonds propres

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	31 000	31 000		0	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	57	57		0	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	0	0		0	
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	0		0	0	0
Fonds excédentaires	R0070	101 841	101 841			
Actions de préférence	R0090	0		0	0	0
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	0		0	0	0
Réserve de réconciliation	R0130	662	662			
Passifs subordonnés	R0140	0		0	0	0
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	0				0
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180	0	0	0	0	0
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220	0				
Deductions						
Deductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	0	0	0	0	0
Total fonds propres de base après déductions	R0290	133 560	133 560	0	0	0
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300	0			0	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	0			0	
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	R0320	0			0	0
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	0			0	0
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	0			0	
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	0			0	0
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	0			0	
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	0			0	0
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	0			0	0
Total fonds propres auxiliaires	R0400	0			0	0

Montants en Milliers d'Euros

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	133 560	133 560	0	0	0
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	133 560	133 560	0	0	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	133 560	133 560	0	0	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	133 560	133 560	0	0	
Capital de solvabilité requis	R0580	58 709				
Minimum de capital requis	R0600	15 502				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	227,49%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	861,55%				

Montants en Milliers d'Euros

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	171 470
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	0
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	37 910
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	132 899
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	0
Réserve de réconciliation	R0760	662
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	41 539
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	- 5 344
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	36 196

Montants en Milliers d'Euros

S.25.01.21 Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications
		C0110	C0120
Risque de marché	R0010	24 327	
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	5 674	
Risque de souscription en vie	R0030	24 765	Risque de catastrophe en vie
Risque de souscription en santé	R0040	38 203	
Risque de souscription en non-vie	R0050	0	
Diversification	R0060	- 28 289	
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	0	
Capital de solvabilité requis de base	R0100	64 679	

Montants en Milliers d'Euros

		Value
		C0100
Risque opérationnel	R0130	12 708
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	0
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	- 18 677
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	0
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	58 709
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	0
Capital de solvabilité requis	R0220	58 709
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	0
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	0
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	0
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	0
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	0

Montants en Milliers d'Euros

S.28.02.01 Minimum de capital requis (MCR) – Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(NL,NL)	Résultat MCR(NL,NL)
		C0010	C0020
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie	R0010	7 228	0

Montants en Milliers d'Euros

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0030	C0040	C0050	C0060
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	13 130	78 005	0	0
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	15 419	10 879	0	0
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040	0	0	0	0
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050	0	0	0	0
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060	0	0	0	0
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070	0	0	0	0
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080	0	0	0	0
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090	0	0	0	0
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	0	0	0	0
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110	0	0	0	0
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	0	0	0	0
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	0	0	0	0
Réassurance santé non proportionnelle	R0140	0	0	0	0
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150	0	0	0	0
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160	0	0	0	0
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170	0	0	0	0

Montants en Milliers d'Euros

